

APPEL A MANIFESTATION D'INTERET

SELECTION DE CINQ(5) ONGs NATIONALES ET INTERNATIONALES POUR LA MISE EN ŒUVRE DE SOUS-PROJETS DANS LE CADRE DU PROGRAMME NATIONALE DE PREVENTION DE L'EXTREMISME VIOLENT AU TCHAD

Régions du Lac, Hadjer Lamis, Moyen Chari, Logone Oriental et Sila

Réf. N° 001/PRO-TCD10/07/2018

1. Contexte et justification

L'Extrémisme Violent se manifeste quand un groupe de personnes exprime son idéologie par le biais de la violence ou recommande cette dernière comme moyen pour atteindre son objectif. L'extrémisme violent a un impact direct sur la paix et la sécurité, le développement durable, la jouissance de droits de l'Homme et l'Etat de Droit.

La croissance d'extrémisme violent et de l'impact ravageur des groupes épousant les idéologies violentes amorcent, non seulement, un revers dramatique du processus de développement et les avancées déjà faites, mais menace l'atteinte des perspectives de développement pour les décennies à venir. Les attaques et les exactions en rapport avec l'extrémisme violent ont atteint des niveaux sans précédent et leur impact est significatif. Entre 2011 et 2015, on estime que plus de 21,245 fatalités (Institute for Peace and Economics, 2016) ont été provoquées par l'extrémisme religieusement inspiré en Afrique.

Au niveau de l'Afrique Centra le, le bassin du Lac-Tchad et ses alentours apparaissent comme un épiscentre de l'extrémisme violent incarné par Boko Haram et par des groupes armés associés depuis 2011. En effet, depuis 2009, les territoires riverains du Lac-Tchad contigus au Nord-est du Nigeria sont exposés aux stratégies d'expansion et d'action de Boko Haram, secte islamiste d'origine nigériane listée parmi les organisations terroristes depuis 2014. Depuis lors, l'organisation fondée par Muhammad Yusuf et reprise à sa mort par Abubakar Shekau, n'a cessé de multiplier des attaques frontales, des enlèvements, des attentats suicides et des poses de mines anti personnelles. Entre réfugiés, déplacés internes, retournés, morts et mutilés, le terrorisme a plongé le pourtour du Lac-Tchad et les centres urbains de la région dans la peur et une crise humanitaire sans précédent qui continue à affecter plus de 23 500 000 habitants dans cette partie du Monde.

En dehors du Bassin du Lac-Tchad, la République du Tchad demeure vulnérable à cause de l'instabilité politico-sécuritaire autour de ses frontières. Classé 36^{ème} sur l'indice mondial de terrorisme en 2016, le Tchad est de-facto une nation d'une vulnérabilité assez considérable. Sa proximité avec les zones de parcours et d'approvisionnement logistique des groupes extrémistes, ainsi que sa très grande implication dans la lutte contre ces groupes au Sahel et dans le bassin tchadien, constituent des défis stratégiques pour la sécurité intérieure du Tchad. La porosité de ses frontières et l'insuffisance criarde de perspectives économiques dans les pays limitrophes tels que la Libye, la Centrafrique et le Soudan, exposent les zones frontalières aux mobilités transfrontalières parfois criminelles.

L'insécurité transfrontalière s'est accrue avec la montée de l'extrémisme dans la bande sahélo-saharienne et dans la région du Lac-Tchad, principalement en liaison avec les attaques de Boko Haram. Les exactions de la secte terroriste ont créé un climat d'insécurité pesant lourdement sur l'économie tchadienne, notamment en perturbant l'importation des marchandises et l'exportation de bétail, affectant les moyens de subsistance des populations et amplifiant les inégalités socioéconomiques au détriment des populations rurales et des jeunes. Le manque d'opportunités d'emplois combiné au taux d'abandon scolaire élevé au niveau secondaire chez les jeunes filles et les garçons, exposent ces jeunes à l'enrôlement par les groupes terroristes. Au demeurant, le nombre de démobilisés de Boko Haram reçus à ce jour par les autorités tchadiennes dans les régions riveraines du Lac-Tchad, est un indicateur révélateur du pas franchi par les couches défavorisées de la société pour accéder, y compris par la violence, aux ressources économiques.

Dans cette perspective, un programme national de prévention de l'extrémisme violent a été élaboré pour soutenir les efforts nationaux visant à prévenir l'extrémisme violent. Dans le cadre de sa mise en œuvre, il est prévu un recrutement des parties responsables qui se verront confier la mise en œuvre d'une série d'activités. Le présent appel à proposition vient en réponse à ce besoin.

Les propositions de projet pourront porter sur les secteurs ci-après, sans toutefois s'y limiter :

- Renforcement de la résilience socioéconomique des communautés, en mettant un aspect particulier sur les femmes, les jeunes, et les personnes en situation de déplacement ;
- Renforcement des capacités des femmes dans la prévention des conflits et l'extrémisme violent ;

Elles devront bâtir sur les acquis des projets du PNUD dans les zones cibles et devront également s'aligner et compléter les acquis des autres agences des Nations Unies tel que le HCR dans la région du SILA, la région du Logone Oriental et la région du Moyen Chari. Elles devront également tenir compte des autres interventions de l'UNICEF dans la région du Hadjer Lamis.

2. OBJECTIFS PRINCIPAUX

Le présent appel à proposition vise à recruter des partenaires de mise en œuvre parmi les organisations de la société civile tchadienne, des ONGs internationales ou de consortiums d'ONG afin de mener des activités relatives aux deux thématiques suivantes :

1. *Renforcement de la résilience socioéconomique des couches vulnérables face à la radicalisation et l'extrémisme violent (toutes les cinq régions) :*
 - ✓ Organisation des formations professionnelles adaptées aux besoins contextuels au profit des jeunes filles, garçons et femmes ;
 - ✓ Identification et proposition pour financement des activités agro-pastorales, ou d'autres AGR innovantes (impact catalytique et durable) des populations rurales ;
 - ✓ Identification et proposition des opportunités d'appui à la résilience socioéconomiques des communautés, y compris les femmes, les jeunes, et les personnes en situation de déplacement,

- ✓ Structuration, formation et équipement¹ des groupements agricoles et de pêche des populations rurales et péri-urbaines ;
- ✓ Octroi et suivi des micro-crédits en Revolving Fund aux femmes, jeunes garçons et filles ;

2. *Prévention des conflits intercommunautaires et l'extrémisme violent (Régions du Lac, Hadjer Lamis, Moyen Chari et du Logone Oriental)*

- Identification, la mise en place, et accompagnement des organisations féminines et un réseautage des OSC de femmes intervenant dans la consolidation de la paix et de la prévention de la radicalisation et l'extrémisme violent au niveau communautaire ;
- Sensibilisation contre l'extrémisme violent et la promotion du dialogue inter-religieux au sein des communautés ;
- Renforcement des capacités des acteurs communautaires dans la prévention des conflits et la consolidation de la paix ;

3. **Résultats et Impacts visés**

Le Programme de Prévention de l'Extrémisme Violent au Tchad est sous-tendu par la théorie du changement qui soutient que parmi les causes de la radicalisation et extrémisme violent au Tchad, figure l'impression accrue de la privation économique.

Partant de cette théorie, l'impact visé est de renforcer les capacités de résilience des communautés face à l'extrémisme violent à travers l'amélioration de leurs conditions de vie et la cohésion sociale. Cet appel à propositions s'inscrit dans ce cadre et vise à mettre en œuvre les activités des produits suivants du programme :

Produit 3 : Les femmes s'organisent et s'impliquent activement dans la prévention et la réponse à l'extrémisme violent dans les communautés

- Sous-Produit 3.1. : Les femmes ont une capacité accrue dans la prévention de l'extrémisme violent
- Sous-Produit 3.2. : Les femmes sont encadrées et autonomisées
- Sous-Produit 3.3. : Les femmes sont engagées dans la prévention de l'extrémisme violent

Produit 6 : Les communautés, les jeunes et les femmes en particulier réduisent leur vulnérabilité à la radicalisation et l'extrémisme violent

- Sous-produit 6.1. : Réduction de la Vulnérabilité socio-économique des personnes en situation de réédition et des personnes déplacées
- Sous-produit 6.2. : Réduction de la Vulnérabilité socio-économique des jeunes filles et garçons

4. **Zones d'intervention**

Cinq régions sont visées par cet appel à proposition, à savoir les régions du SILA, MOYEN CHARI, LOGONE ORIENTAL, HADJER LAMIS, et la région du LAC. Les caractéristiques détaillées des activités par région sont les suivantes :

¹ La partie responsable proposera des équipements innovants pouvant avoir un impact catalytique à long-terme. Le PNUD sera responsable de l'acquisition et de la livraison de ces équipements.

- a) *Régions du Sila, Moyen Chari et Logone Oriental* : Les trois régions font face à un afflux des réfugiés et des retournés en provenance des pays en proie des crises sociopolitiques (République Centrafricaine et le Soudan). Cet afflux pèse sur les moyens d'existence durables et se transforme graduellement en source de tensions et de conflits intercommunautaires entre les populations hôtes et les communautés en situation de déplacement.

Dans cette perspective, les interventions dans ces zones seront principalement axées sur le renforcement de la cohésion sociale et la cohabitation pacifique des populations hôtes et populations en situations de déplacement.

- b) *Régions du Lac et du Hadjer Lamis* : ces deux régions font face à une montée de l'extrémisme violent principalement qui résulte de leur proximité de la zone d'influence de la secte Boko Haram. Ce contexte est exacerbé par un manque de perspective économique surtout au sein des jeunes ; ce qui favorise le processus de radicalisation au sein de la jeunes.

N.B. Les ONGs nationales/internationales ou consortium soumissionnaires au présent appel à proposition sont priées de faire une offre pour une seule région de leur choix selon leurs avantages comparatifs et la maîtrise des thématiques concernées. Ce qui veut dire DEUX OFFRES POUR DEUX REGIONS DIFFERENTES DE LA PART D'UNE MEME STRUCTURE NE SERONT PAS ADMISES.

5. Financement des projets

Le PNUD sélectionnera et financera les meilleurs projets, à hauteur d'un montant maximum de 300 000 dollars américains par projet, dans la limite des fonds disponibles. Le PNUD se réserve le droit d'analyser la pertinence et l'alignement des activités proposées et d'approuver un budget conséquent, si la proposition remplit les critères de sélection.

6. Délais d'exécution et détails sur la soumission des propositions

Les projets financés auront un délai d'exécution maximum de 6 mois à partir de la date de signature des accords de financement. Les propositions de projet devront être élaborées selon le canevas en annexe 1.

Les dossiers de soumission seront déposés au plus tard le **24 août 2018** à la réception des enceintes du Programme des Nations Unies pour le Développement (Farcha, Rond-point de la Francophonie, Villas des hôtes- Ex. MINURCAT. N'Djamena, Tchad).

Les enveloppes sellées devront porter la mention « **Proposition de projet pour le Programme Nationale de Prévention de l'Extrémisme Violent** » ainsi que la région choisie.

7. Critères d'éligibilité

L'appel à proposition est ouvert pour les organisations et collectifs de la société civile tchadienne, agréés par l'autorité compétente et œuvrant dans le domaine de la cohésion sociale ou du développement. Il est aussi ouvert aux organisations non gouvernementales internationales, qui travaillent avec les organisations nationales. Cet appel n'est pas ouvert aux sociétés commerciales, établies à des fins lucratives.

Les critères de sélection sont axés sur les éléments ci-après :

Niveau organisationnel

- Avoir une autorisation de fonctionner octroyée par les services compétents de l'Etat ;
- Avoir une expérience, pertinente d'au moins cinq (5) ans dans le domaine d'intervention proposé ;
- Disposer d'une structure organisationnelle et institutionnelle capable de mener les activités proposées et de gérer les fonds y afférant : Organigramme de la structure, mécanismes ou organes de contrôle, existence d'un service de comptabilité ayant les capacités requises, d'un gestionnaire avec un profil adéquat, etc. ;
- Justifier de capacités techniques pour la conduite des activités : Nombre et qualité de l'expérience dans le domaine, capacités d'aligner des experts rodés dans le domaine, justifier d'une présence suffisante sur terrain et maîtriser l'environnement de travail.

Analyse des projets

- Alignement des activités proposées aux résultats déjà énoncés dans le présent appel à proposition
- Pertinence des activités et résultats proposés par rapport aux objectifs attendus
- Respect du champ de compétence des organisations de la société civile ;
- Innovation et créativité ;
- Expertise de l'OSC dans les champs d'interventions (activités socio-économiques des femmes, résilience communautaire, consolidation de la paix, extrémisme violent.) ;
- Intégration de la dimension genre ;
- Le partenariat avec l'administration publique pour la conduite des activités serait un atout ;
- Evaluation financière.

8. Présentation des projets

Les projets et budgets devront être présentés selon le canevas en annexe 1. Le chronogramme des activités devra dégager clairement les produits/résultats intermédiaires à atteindre à chaque étape. Pour toutes questions, merci de contactez Mr. Elie YANYARA (elie.yanyara@undp.org)

Annexe

CONDITIONS GENERALES APPLICABLES AU CONTRAT DE SERVICES DU PNUD

Voir en pièce attachée à la présente publication

Annexe

EVALUATION

Présentation de l'offre :

Les soumissions peuvent être déposées jusqu'au **24 août 2018 à 12h00 au plus tard, sous pli fermé, dans l'urne située à la guérite des agents de sécurité/PNUD**. Les offres qui seront reçues par le PNUD postérieurement à cette date-limite, pour quelle que raison que ce soit, ne seront pas prises en compte.

Elles doivent comprendre une soumission technique indiquant le nom du soumissionnaire suivi de la mention « offre technique Réf N° 001/PROG-TCD10/07/2018 » dans une enveloppe portant la mention « **Soumission Réf N° 001/PROG-TCD10/07/2018, sélection de 05 ONGs nationales & Internationales – A n'ouvrir qu'en Commission** » doivent être déposées à l'adresse suivante :

Programme des Nations Unies pour le Développement

Farcha, Rondpoint de la Francophonie, Avenue Nelson Mandela

B.P. 906 N'Djamena, Tchad.

La soumission doit être écrite **en Français**, et être valable pour une période minimale de **120 jours**.

Dans la préparation de votre proposition, il est de votre responsabilité de vous assurer qu'elle atteigne l'adresse indiquée ci-dessus au plus tard à la date limite de dépôt. Les propositions reçues au PNUD après la date limite de dépôt indiquée ci-dessus, peu importe la raison, ne seront pas considérées pour une évaluation.

Le PNUD examinera les soumissions afin de s'assurer que l'ensemble des dispositions des conditions générales et des conditions particulières du PNUD auront été acceptées par les soumissionnaires, sans dérogation ou réserve.

L'équipe d'évaluation examinera et évaluera les soumissions techniques au regard de leur conformité aux termes de référence et à d'autres documents fournis, en faisant application des critères

d'évaluation, des sous-critères et du système de points indiqués dans le tableau ci-dessous. Chaque soumission conforme recevra une note technique. Une soumission sera déclarée non conforme à ce stade si elle n'est pas essentiellement conforme à l'appel à la manifestation d'intérêt et, en particulier, aux exigences des termes de référence, ce qui signifie également qu'elle n'obtiendra pas la note technique minimum 70%. Aucune modification ne pourra être apportée par le PNUD aux critères d'évaluation, aux sous-critères et au système de points indiqués le tableau de grille d'évaluation après réception de l'ensemble des soumissions.

Dans le cadre de la seconde étape, seules les soumissions financières des soumissionnaires ayant obtenu la note technique minimum de 70% seront ouvertes aux fins d'évaluation, de comparaison et d'examen.

La note globale sera basée soit sur une combinaison de la note technique et de la note financière, soit sur la soumission financière la plus basse des soumissionnaires techniquement qualifiés.

La méthode de notation applicable est celle de la notation combinée, la formule de notation des soumissions sera la suivante :

<u>Notation de la soumission technique (ST) :</u> Notation de la ST = (note totale obtenue par la soumission / note maximum pouvant être obtenue par la ST) x 100
--

Le marché sera attribué au cabinet ou bureau d'étude :

1. Dont l'offre est jugée valable (répond aux TDR) et
2. Ayant obtenu le nombre de points le plus élevé (cumul des notes technique et financière)

Seuls les candidats ayant obtenu au moins 70% des points à l'issue de l'évaluation technique seront pris en compte pour l'évaluation financière

Critères d'évaluation

FORMULAIRE N°1							
Formulaire d'évaluation de la Proposition technique		Nombre de points maximum	Soumissionnaires				
			A	B	C	D	E
Expertise de l'organisation et structure de gestion (30 points)							
1.1	Capacité organisationnelle générale susceptible d'affecter l'exécution	8					

	Organigramme (répondant à toutes les fonctions nécessaires d'une organisation entre services de finance, de programme, de logistique)	4					
	Nombre d'année d'existence opérationnelle, minimum 5 ans et activités précédentes réalisées dans les localités cibles avec les groupes de populations cibles.	4					
1.2	Expérience générale dans l'exercice des activités de la société civile	22					
	Au moins 5 années d'expérience avérée : <u>Pour le projet sur l'extrémisme violent :</u> Domaine d'animation communautaire, le renforcement des capacités des acteurs communautaires, le renforcement de la sécurité communautaire, de la gouvernance locale, suivi et accompagnement des comités locaux de paix, systèmes d'alerte précoce. <u>Pour le projet sur la consolidation de la paix :</u> Domaine d'animation communautaire, le renforcement des capacités des acteurs communautaires, le renforcement de la sécurité communautaire, de la gouvernance locale et de la consolidation de la paix. Expérience dans l'animation, suivi et accompagnement des comités locaux de paix, de la cohabitation pacifique. <u>Pour le projet sur la stabilisation :</u> Domaine d'animation communautaire, le renforcement des capacités des acteurs communautaires, le renforcement de la sécurité communautaire, de la gouvernance	10					

	locale et de la consolidation de la paix. Expérience dans l'animation, suivi et accompagnement des comités locaux de paix, de la cohabitation pacifique, stabilisation.						
	Au moins 3 ans d'expérience dans le domaine de la sensibilisation des communautés locales, résilience communautaire, activités socio-économiques avec les femmes et jeunes en particulier.	7					
	Une expérience de partenariat avec les Agences du Système des Nations Unies	5					
TOTAL I		30					

FORMULAIRE N° 2							
Formulaire d'évaluation de la Proposition technique		Nombre de points maximum	Soumissionnaires				
			A	B	C	D	E
Méthodologie, adéquation aux Conditions et Chronogramme (30 points)							
2.1	La proposition montre-t-elle une compréhension des enjeux de l'objet de la mission ? Les aspects importants des attentes (services) ont-ils été traités de manière suffisamment détaillée ?	15					
2.2	La méthode ou plan de travail proposé est-elle/il bien défini et correspond-elle/il aux préoccupations énoncées dans les TDRs ?	15					
	TOTAL II	30					

Programme des Nations Unies pour le Développement

FORMULAIRE N° 3						
Evaluation de la proposition technique --	Nombre de points maximum	Soumissionnaires				
		A	B	C	D	E
Qualification du personnel (40 Pts)						
Formation et expériences requise	40 pts					
<u>Coordinateur de l'organisation (OSC).</u> • Formation de niveau bac +5 au minimum en sciences sociales, en sciences politiques, ou tout autre diplôme apparenté (5 points) • Expériences professionnelles avérées d'au moins 10 ans dans la société civile – au niveau local et national (5 points) • Expérience spécifique dans le domaine de renforcement des capacités des comités locaux de paix, de la cohabitation pacifique, de la gouvernance locale et de la réconciliation (5 points) • Expérience dans la gestion, encadrement, accompagnement des groupements de production au niveau local (jeunes et femmes) (5 points)	20					
<u>6 Agents techniques.</u> • Formation de niveau bac +4 au minimum en sciences sociales, en sciences politiques, ou tout autre diplôme apparenté (3 points) • Expériences professionnelles avérées d'au moins 5 ans dans la société civile/ au niveau national et local (4 points) • Expérience spécifique dans le domaine de renforcement des capacités des comités locaux de paix, de la cohabitation pacifique ; expérience en animation & sensibilisation	15					

en milieu fragile ou de crise (5 points) Expérience dans la gestion, encadrement, accompagnement des groupements de production au niveau local (jeunes et femmes) (3 points)						
<u>Equipe de gestion :</u> 1- <u>Responsable d'approvisionnement et logistique</u> diplômé de gestion, d'administration de niveau minimum BTS avec au moins 3 année d'expérience dans la profession (2 points) 2- <u>Un agent de finance, de comptabilité et d'administration diplômé</u> d'au moins BTS en finance, en administration, en gestion ou diplôme équivalent avec un minimum de 3 ans d'expérience dans cette fonction (3 points)	5					
TOTAL III	40 Pts					

Calendrier du Processus

Les services des consultants sont requis pour une période de 30 jours pour le consultant/la consultante national(e) et de 45 jours pour la/le consultant(e) international(e). A TITRE INDICATIF, les consultant(e)s suivront le chronogramme suivant :

Etapes	Responsable	Lieu	Période
Publication des postes et soumission des offres	Opérations	N'Djamena	28/09 au 10/10/2018
Sélection & finalisation du contrat	Comité de sélection et Services Généraux	N'Djamena	12/10 au 17/10/2018
Contractualisation avec l'OSC	Programme		25/10/2018

Paielement de la première tranche	PNUD	N'Djamena	25/10/2018
Soumission du 1er rapport	OSC	N'Djamena	30/11/2018
Paielement de la deuxième tranche	PNUD	N'Djamena	05 décembre 2018
Soumission du 2 nd rapport	OSC	N'Djamena	28 février 2019
Soumission du rapport final et paielement de la dernière tranche	OSC et PNUD	N'Djamena	31 mars 2019